

---

**Luigi DELIA et Gabrielle RADICA (dir.), *Penser la peine à  
l'âge des Lumières***

Lumières, n 20, Bordeaux, PU Bordeaux, 2012

**Pascal Bastien**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13653>

DOI : 10.4000/ahrf.13653

ISSN : 1952-403X

**Éditeur :**

Armand Colin, Société des études robespierristes

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 251-253

ISBN : 9782200929855

ISSN : 0003-4436

**Référence électronique**

Pascal Bastien, « Luigi DELIA et Gabrielle RADICA (dir.), *Penser la peine à l'âge des Lumières* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 381 | juillet-septembre 2015, mis en ligne le 08 janvier 2016, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13653> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.13653>

---

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# Luigi DELIA et Gabrielle RADICA (dir.), *Penser la peine à l'âge des Lumières*

Lumières, n 20, Bordeaux, PU Bordeaux, 2012

Pascal Bastien

---

## RÉFÉRENCE

Luigi DELIA et Gabrielle RADICA (dir.), *Penser la peine à l'âge des Lumières*, *Lumières*, n 20, Bordeaux, PU Bordeaux, 2012, 170 p., ISBN 9782867818493, 22 €.

- 1 Cette livraison de la revue *Lumières* réunit les contributions d'une table ronde qui s'est tenue à Graz, en juillet 2011, dans le cadre du 13<sup>e</sup> congrès de la Société internationale d'études du dix-huitième siècle (SIEDS). Dirigé par Luigi Delia et Gabrielle Radica qui animent tous deux d'importants chantiers de recherche en histoire de la philosophie du droit, ce numéro prolonge et complète un chantier amorcé par Delia et Fabrice Hoarau sur la peine capitale au dix-huitième siècle, dont les contributions furent aussi publiées en 2012 dans le numéro 62 de la revue de philosophie *Corpus*.
- 2 Le projet de la table ronde de Graz était d'interroger et de bousculer les lieux communs encadrant le mouvement des Lumières et la question du droit de punir débattue dans l'espace public de l'époque. D'un côté, à l'aune de la république des lettres, la recherche a souvent balisé, sinon réduit, les réformes judiciaires aux grands philosophes de l'époque : Montesquieu, Voltaire, Rousseau et surtout Beccaria, figures classiques de la modernité pénale. De l'autre, à la lumière de la pratique pénale et des institutions judiciaires, deux positions historiographiques se sont confrontées. Dans leur introduction, Luigi Delia et Gabrielle Radica cherchent à poser les contributions des auteurs du volume entre ces deux positions opposées, celui d'un temps des supplices broyant indistinctement ses victimes au gré de la cruauté des magistrats, et celui d'un univers judiciaire au contraire idéalisé faisant de Voltaire le fossoyeur d'une justice d'Ancien Régime professionnelle et scrupuleuse, portée par des juges consciencieux et expérimentés. D'un côté, une justice cruelle qui répond à la cruauté d'un régime ; de

l'autre, une justice de compromis entre magistrats et justiciables où l'État semble, au final, assez distant de ce qui se joue sur le terrain. Faut-il simplement penser la peine, se demandent Delia et Radica, entre le droit barbare d'un côté, et la pratique de « bon sens » de l'autre ? L'objectif de ce numéro consiste donc à penser autrement la peine au dix-huitième siècle, avec ses nuances et ses contradictions.

- 3 Le lecteur aurait d'abord avantage à lire, avant toute chose, le texte de Daniel Fulda en fin de volume qui, dans la section « Forum », répond à un débat lancé par l'historien Jonathan C. D. Clark au sujet du concept des « Lumières » (voir *Les Lumières dans leur siècle, Lumières*, n°17-18, Gérard LAUDIN et Didier MASSEAU (dir.), Bordeaux, PU Bordeaux, 2011). La réponse de Fulda n'intègre pas formellement le dossier dirigé par Delia et Radica, mais constitue une brillante introduction au programme et aux méthodes de la *Begriffsgeschichte*, encore assez peu connue des lecteurs francophones. Il n'est pas inutile d'avoir à l'esprit l'importance de l'histoire des concepts, de leurs usages et, surtout, de leur élargissement sémantique, pour saisir l'ampleur et la complexité des débats particulièrement riches entourant la peine et ses significations au dix-huitième siècle. Les sept contributions de « Penser la peine » illustrent parfaitement bien que les concepts et leur constellation lexicale méritent d'être constamment interrogés dans leurs usages et leurs réinventions.
- 4 Le volume est divisé en trois sections : « Pourquoi punir ? », « Gouverner les peines » et « La peine de mort », parties à travers lesquelles le lecteur sera simultanément convié vers l'histoire des idées ou vers celle des pratiques pénales, vers la philosophie du droit ou vers la philosophie politique. Parce qu'il s'agit d'un ouvrage collectif on pourra reprocher à l'ensemble un certain nombre de répétitions et, à la première lecture, une liaison laborieuse entre les textes. Le dossier ne manque pourtant pas de cohérence et, au final, propose une certaine orientation méthodologique.
- 5 Alors qu'Élisabeth Salvi regarde la diffusion de la théorie pénale vers la pratique des tribunaux des cantons de Genève et de Lausanne, avec un très lent passage vers la modération des peines prononcées par des magistrats plus attentifs à l'arbitraire qu'à la légalité, Constanta Vintilă-Ghițulescu démontre que la répression dans l'espace roumain se modifie progressivement à travers des pratiques confrontées aux réalités du vivre-ensemble, plutôt qu'à l'aune d'une réflexion théorique particulière. Rétablir la paix, plutôt qu'instaurer la loi à tout prix : dans les espaces helvétique et roumain observés par Salvi et Vintilă-Ghițulescu, la justice est un problème de terrain avant d'être une question théorique.
- 6 Or le crime de lèse-majesté qu'étudie Céline Spector à travers l'œuvre de Montesquieu déplace évidemment le champ d'observation en révélant des enjeux pénaux posés par la souveraineté et la liberté des citoyens. À travers le statut d'exception de la lèse-majesté, c'est la rationalité politique qui s'échafaude par le développement d'une rationalité pénale dont les enjeux, qu'avait déjà posés Michel Foucault, confondent, au profit du sacré, les pouvoirs spirituel et temporel. Posant la construction de la citoyenneté à travers la pensée de Gaetano Filangieri (1753-1788), la contribution de Francesco Berti nourrit aussi ce débat entre théorie judiciaire et construction du politique. Séduit par une procédure accusatoire autant issue du modèle républicain ancien que de la Grande-Bretagne du dix-huitième siècle, lesquels pensent la peine en terme de rétribution et de prévention, Filangieri réunit un constitutionnalisme en émergence et un discours des droits de l'homme attachés aux théories contractualistes de la pensée des Lumières. De la même façon, Dario Ippolito consacre sa contribution à

la philosophie pénale des jusnaturalistes napolitains Antonio Genovesi (1712-1769), Francesco Mario Pagano (1748-1799) et Gaetano Filangieri (1753-1788) : ce n'est pas tant l'utilitarisme qu'un rétributivisme sécularisé qui réunit et rassemble les penseurs jusnaturalistes sollicités par l'auteur.

- 7 Kevin Ladd, dans ce qui constitue peut-être la contribution la plus originale du numéro, s'intéresse à la rhétorique et aux stratégies d'argumentation de Beccaria lorsque celui-ci défend la modération des peines, et plus spécifiquement pour le cas de la peine capitale. Selon Ladd, Beccaria pense la peine comme acte, non comme une abstraction théorique, et le réformateur milanais pose la société entre l'État et l'individu au profit d'une logique contractualiste qui écarte l'État, ici davantage responsable du crime que l'individu lui-même. C'est encore la question de la souveraineté qui est au cœur de la démonstration de Ladd sur Beccaria, bien plus qu'un certain humanitarisme des Lumières ; et c'est de nouveau sur cet enjeu que Luigi Delia conclut par une réflexion philosophique sur la guillotine, réponse mécanique et politique à la question pénale posée par l'époque. Compromis entre rétentionnistes et partisans d'une modération des peines, la guillotine devrait se comprendre, avec sa politisation par la justice révolutionnaire (et non par la justice pendant la Révolution), comme le véhicule de la démocratisation, de la sécularisation et de l'humanisation du pénal à la fin du dix-huitième siècle. Dernière contribution qui cherche à faire la synthèse de certaines idées énoncées dans le numéro, elle permet de souligner la continuité entre la pensée réformatrice des années 1760 et suivantes, et les grands projets judiciaires et juridiques de 1791.
- 8 Au-delà des directions diverses que semble prendre chacune de ces contributions, cette livraison de *Lumières* permet d'insister sur certains enjeux fondamentaux de l'histoire du droit de punir au dix-huitième siècle. On peut rappeler ainsi que, malgré la diversité des réflexions sur la question pénale, la peine est alors sujette à un processus de sécularisation. Or il semble que ce soit surtout la dimension rétributive de la peine qui demeure de l'Ancien Régime jusqu'au droit moderne et qui s'inscrit autant dans une théorie contractualiste (Locke, Hobbes, Rousseau) que dans celle d'une souveraineté absolue, qui s'impose, bien au-delà de la logique utilitariste sur laquelle l'historiographie s'est obsédée. D'autre part, en confrontant la pensée de Montesquieu et de Beccaria, par ailleurs lue sous un nouveau jour, avec la pratique pénale des contextes helvétique et roumain et la pensée, notamment jusnaturaliste, des penseurs napolitains, le lecteur est saisi par une perspective globalisante de la culture juridique des Lumières qui n'est ni strictement beccarienne, ni uniquement attachée à la justice criminelle. Éminemment politiques, les débats sur la peine imposent une réflexion fondamentale sur la souveraineté, sur les droits de l'homme, sur les théories contractualistes et sur le constitutionnalisme naissant. Le combat de Voltaire aurait ainsi été, au fond, bien plus loin du prétoire que ce que l'histoire sociale de la justice a pu suggérer. Autour de Delia et Radica, les auteurs se réunissent pour intégrer, à toute réflexion sur l'histoire des discours normatifs et des pratiques pénales au dix-huitième siècle, le débat plus large de la réinvention du politique à l'époque des Lumières.